

NEWSLETTER SUR LA COOPERATION MONDIALE

Décembre 2015

Meilleurs vœux et une bonne et heureuse année à nos lecteurs !

Dans ce numéro :

- **Article du mois. Face à de nouveaux défis, l'EAPN Irlande trouve de nouvelles solutions. Par Robin Hanan**
 - **L'Accord historique de Paris sur les changements climatiques : commentaires. Par Sergei Zelenev**
 - **Election du nouveau Président du CIAS**
 - **Ressources et lien utiles : trouvailles du mois**
- **Article du mois. Face à de nouveaux défis, l'EAPN Irlande trouve de nouvelles solutions**

Par Robin Hanan, Directeur du Réseau européen des associations de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (EAPN) au niveau européen et au niveau national

En 2015, l'EAPN Irlande a rejoint le CIAS. Par l'accueil d'un nouveau membre, nous cherchons de nouveaux aspects à mettre à notre ordre du jour et de nouvelles leçons en matière de développement des capacités, ce que nous apportera l'EAPN Irlande. Raconter ici son histoire ne serait-ce que partiellement constitue un apport intéressant et justifié. Espérons qu'il ouvrira la voie à de nouvelles formes de collaboration et à de nouveaux partenariats au sein du réseau. Le Rédacteur.



Robin Hanan est Directeur de l'EAPN Irlande. Auparavant, il était PDG du Conseil des réfugiés irlandais et du Comhlámh (une ONG d'éducation au développement et de justice globale), lecteur à l'University College de Dublin sur le thème "L'Irlande en Europe" et a été fonctionnaire. Il est aussi activement bénévole dans de nombreuses organisations en

faveur de l'égalité et de la justice sociale et a vécu et travaillé en Italie, au Royaume-Uni, en Suède et au Nicaragua.

Créé à l'origine par des ONG de lutte contre la pauvreté pour donner un moyen d'expression dans les politiques européennes et pour construire des réseaux avec des homologues à travers l'Europe, l'EAPN Irlande est le réseau national irlandais du Réseau européen des associations de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (EAPN Europe), qui œuvre à placer l'éradication de la pauvreté en tête de liste des priorités européennes et nationales. Etablie en 1990, l'organisation est un réseau de groupes et d'individus qui œuvrent à informer l'opinion publique et à promouvoir les actions de lutte contre la pauvreté à grande échelle.

Les fondateurs avaient ressenti que l'adhésion à l'UE était importante pour l'Irlande, mais l'étendue des nouveaux enjeux et préoccupations qui en découlaient en rendait l'application pour chacun au niveau communautaire difficile, étant donné que leur souci principal portait sur leur communauté locale. L'autre contrainte était que la plupart des secteurs de politique sociale, sauf les conditions de travail et les relations industrielles, relevaient de la compétence nationale et non de la compétence européenne. Ainsi, les décisions à l'échelle communautaire n'avaient aucun poids législatif au niveau national. Néanmoins, malgré ces limites, l'UE est importante pour les militants anti-pauvreté et ce, de trois manières :

Premièrement, la plupart des politiques économiques et de l'emploi exercées dans l'UE affectent les conditions sociales. En général, la consolidation du marché libre des biens et services et le renforcement de l'union fiscale européenne, sans équilibrer les exigences sociales, menace de créer une « course vers le bas ». Les investissements auront tendance à affluer des pays et secteurs où les protections sociales et les protections des travailleurs sont les meilleures, et par conséquent où l'on trouve les taux d'imposition les plus élevés, vers les pays où la législation est moins contraignante, à moins que ceci ne fasse l'objet d'une vérification. Par exemple, l'EAPN est actif dans les débats concernant les Directives de services depuis plusieurs années : selon l'organisation, la libéralisation des échanges dans les services sociaux pouvait avoir des conséquences nuisibles pour les employés et les usagers des services, et saper leur position de négociation. Les retombées immédiates ont été introduites en Irlande lors de la cogestion de la politique macro-économique de l'Irlande de 2009 à 2012, dans le cadre de l'accord sur le plan de sauvetage pour la dette, par le biais de l'engagement direct de la Banque centrale européenne et de la Commission Européenne, en plus du Fonds Monétaire International. Ces conséquences ont toujours leur importance dans le Traité fiscal par lequel les Etats et les institutions membres de l'UE exercent une fonction de surveillance sur les budgets nationaux.

Deuxièmement, les Etats membres de l'Union Européenne ont, surtout depuis 2000, de plus en plus coopéré à la refonte des politiques sociales par le biais de la Méthode ouverte de coordination. L'EAPN est très actif dans la promotion et le contrôle d'un facteur dynamique de lutte contre la pauvreté dans les principaux cadres politiques et économiques, le Programme de Lisbonne (2000-2010) et la Stratégie Europe 2020 (2010-2020). L'EAPN Irlande joue un rôle actif dans le contrôle des engagements concernant la pauvreté dans les deux stratégies, et cherche une dynamique positive entre les normes nationales et internationales. Nous faisons cela surtout en analysant les plans, les rapports et les recommandations de la Commission, en faisant participer des membres par des réactions politiques et des campagnes politiques et de plus en plus, en travaillant de manière coordonnée avec d'autres ONG et syndicats.

Troisièmement, la CEE/l'UE est une importante source de soutien pour les militants anti-pauvreté en Irlande, par le financement, les nouvelles idées et opportunités de réseautage. Peu après que l'Irlande avait rejoint la CEE en 1973, le Ministre irlandais du bien-être social de l'époque, Frank Cluskey, et le Commissaire européen aux politiques sociales, Patrick Hillary, aussi un Irlandais, ont fait la promotion du développement de ce qui devint les Programmes européens sur la pauvreté. Pendant plus de dix ans, ces programmes ont financé des initiatives émanant des communautés locales, destinées à trouver des solutions concrètes pour lutter contre la pauvreté ; ces initiatives étaient perçues à l'époque comme des projets pilotes, dont les plus réussis sont passés à la postérité, et ont financé des échanges éducatifs et des projets conjoints à travers l'Europe. Ces programmes ont conduit à la croissance du secteur très puissant des organisations au développement des communautés ascendantes, qui étaient le pivot de l'adhésion de l'EAPN en Irlande et ailleurs en Europe. Malheureusement, ce secteur est aujourd'hui gravement menacé. Souvent, on ne trouve plus de financements européens, et les financements nationaux font que certaines organisations ne sont plus représentées et ne peuvent plus contribuer au développement de la communauté, mais sont obligées de devenir des prestataires de services ; d'autres organisations sont fusionnées à leur gouvernement local.

En conséquence, l'Irlande était à l'origine exclusivement vouée aux politiques européennes et à leur impact sur la pauvreté en Irlande. Ces dernières années cependant, alors que les politiques irlandaises et européennes sont devenues plus imbriquées encore, nous portons presque la même attention aux politiques nationales, tout en maintenant une expertise à dimension européenne.

Adhésion et alliances

L'adhésion de l'EAPN Irlande est ouverte aux organisations non-gouvernementales dont l'objectif principal est de lutter contre la pauvreté. Peuvent devenir membres associés les

autres organisations qui veulent apporter leur soutien pour que nous réalisons notre objectif, ainsi que les bienfaiteurs individuels.

Actuellement, le réseau compte environ 250 membres. Pour la plupart, il s'agit d'organisations locales de développement des communautés mais nous comptons également parmi nos membres la plupart des organisations nationales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Les organisations nationales sont issues de plusieurs secteurs différents. Les organisations nationales représentant les *Travellers*, une minorité ethnique nomade victime de graves discriminations et souffrant de pauvreté, se sont investies dans le développement de l'EAPN Irlande depuis sa création. Le coordinateur du Mouvement *Traveller* irlandais, Fintan Farrell, a été élu Président de l'EAPN Europe pour une durée de quatre ans et consécutivement engagé pour une durée de dix ans comme Directeur du Réseau dont le siège se trouve à Bruxelles. D'autres organisations nationales particulièrement actives sont l'Organisation nationale des chômeurs d'Irlande, deux réseaux représentant les intérêts des parents isolés, plusieurs grandes organisations du travail travaillant avec des sans-abris, l'Association irlandaise des personnes âgées, des organisations de migrants et de réfugiés et tout récemment, la Fédération irlandaise des personnes handicapées. Ces organisations nationales ont tendance à être très actives dans les missions politiques de l'EAPN Irlande, ainsi que dans la collaboration avec plusieurs alliés comme le Conseil national des femmes, le Conseil national des jeunes et le plus grand syndicat en Irlande, le SIPTU.

La plupart des membres sont des groupes de développement communautaire basés localement, représentant ou travaillant avec les communautés défavorisées. Certaines se trouvent dans des zones urbaines ou rurales défavorisées, tandis que d'autres représentent des groupes défavorisés spécifiques comme les parents isolés, les chômeurs ou les *Travellers*. Une grande partie de la consultation politique et du travail de formation du Réseau se fait au niveau local. Généralement, l'EAPN Irlande lance l'organisation d'un événement mais c'est un groupe membre local qui l'organise concrètement dans une petite ou une grande ville et en fait la promotion à grande échelle, pas seulement auprès des membres.

L'EAPN accorde une priorité particulière à ce que les personnes connaissant la pauvreté et affectées par les politiques s'expriment, mais notre travail consiste également à nous occuper des travailleurs de première ligne dans les organisations de lutte contre la pauvreté.

Par conséquent, l'EAPN Irlande, comme ses homologues en Europe, tente d'être un lieu de rencontre entre les militants qui ont à cœur de lutter contre la pauvreté et qui travaillent dans des contextes différents, dans nos missions locales et nationales.

L'EAPN Irlande réunit également un certain nombre d'alliances plus larges. Nous servons de secrétariat à la Plate-forme communautaire qui réunit la plupart des organisations nationales travaillant contre la pauvreté et en faveur de l'égalité, notamment les principaux groupes représentant les femmes, les victimes de violence sur critère sexuel, les LGBT et d'autres communautés, ainsi que les groupes de lutte contre la pauvreté. La Plate-forme assure la liaison entre plusieurs ministères, de même qu'elle promeut ses propres initiatives en matière de mesures politiques.

Nous possédons également un certain nombre d'alliances mises en place pour promouvoir les politiques spécifiques qui souvent découlent d'initiatives à l'échelle européenne de l'EAPN. La Better Europe Alliance, fondée et réunie par l'EAPN Irlande, rassemble les principales ONG sociales et environnementales nationales et les syndicats pour les mettre en relation avec le Semestre européen (Europe 2020 et Pacte fiscal). Ce groupe possède une liaison active avec la Commission européenne et avec les ministères, et apporte sa contribution aux processus politiques et aux débats politiques. Le Réseau irlandais sur le revenu minimum, également mis en place par l'EAPN Irlande, travaille à la promotion d'une protection sociale plus efficace au niveau national afin d'assurer un « socle » de protection sociale approprié.

Activités

L'EAPN Irlande confère une autonomie à ses membres pour qu'ils placent la lutte contre la pauvreté en tête de liste des priorités irlandaises et européennes par des formations, du contenu informatif, des recherches et des plaidoyers.

Les sessions de formation ont généralement lieu au niveau local et régional, et parfois au niveau national. La plupart sont organisées par l'EAPN Irlande mais c'est un membre local qui reçoit. Une année normale compte au moins 15 sessions avec au moins 200 participants. La plupart des sessions de formation sont liées à la formation des capacités, à l'élaboration des mesures politiques et à la consultation politique. Ainsi, une session peut être consacrée à la formation à la compréhension d'un secteur particulier des mesures politiques, tel que l'emploi, les financements du Fonds social européen ou les stratégies anti-pauvreté de manière générale ; la session peut finir par des discussions politiques inspirées directement des expériences des participants. Certaines sessions ont pu également porter sur un élément de dialogue avec les décisionnaires, les Membres du Parlement européen par exemple. Un aspect du travail de formation porte sur la

compréhension des structures de l'UE et du processus décisionnel national et sur les techniques permettant d'influencer ces structures par les campagnes de sensibilisation.

L'EAPN Irlande offre également un service d'informations détaillées pour les membres par le biais d'une newsletter électronique mensuelle, le Flash de l'EAPN Irlande, et par des comptes-rendus portant sur un large éventail de secteurs politiques.

Le travail de sensibilisation de l'EAPN Irlande porte désormais surtout sur la définition et l'intégration de cibles anti-pauvreté à la Stratégie Europe 2020, et sur la mise en œuvre de ce travail de sensibilisation en Irlande, bien que nous traitons un large éventail de sujets au fur et à mesure qu'ils se présentent. L'attention portée à la stratégie Europe 2020 nécessite un contrôle et un travail visant à influencer la Plate-forme européenne contre la pauvreté et l'exclusion sociale, et en Irlande, à établir des mesures politiques adéquates et à remplir des objectifs. Ceci demande aussi, en collaboration avec la Coopérative des travailleurs communautaires (Community Workers Coop), d'organiser une série d'ateliers régionaux, pour préparer les militants de la base à participer au Forum annuel sur l'inclusion sociale, organisé par le gouvernement. La majeure partie du travail de sensibilisation porte, au niveau irlandais, sur les propositions politiques et sur les propositions de recherche, ainsi que sur des contributions équivalentes au niveau européen, liées dans tous les cas au lobbying des politiciens et des officiels et à la campagne publique.

Ces dernières années, l'EAPN Irlande a également travaillé en vue de promouvoir l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (2010) en Irlande et la Campagne européenne sur le revenu minimum. Auparavant, une campagne de l'EAPN Irlande avait abouti à ce que l'Irlande soit Présidente de l'UE et à l'ajout effectif d'une « clause transversale » à ce qui devint plus tard le Traité de Lisbonne, dans le but de garantir que toutes les politiques européennes prennent en compte l'inclusion sociale. L'EAPN Irlande travaille également avec les membres au niveau local afin de conserver les capacités et de combattre les restrictions dans les services existants, mais aussi avec des alliés au niveau national par le biais de campagnes comme *Poor Can't Pay, Equality* et *Rights Alliance*.

L'EAPN Irlande est aussi très actif dans le réseau EAPN pour l'Europe car il joue un rôle central dans l'élaboration des politiques et la sensibilisation. Nous prenons également part aux Rencontres européennes annuelles des personnes en situation de pauvreté, durant lesquelles beaucoup de militants irlandais ont pu profiter des expériences de leurs homologues aux quatre coins de l'Europe et créer des liens avec eux.

L'EAPN Irlande est devenu membre du Conseil International d'Action Sociale cette année et nous avons hâte de travailler avec ses membres. Nous faisons partie d'une alliance qui espère faire venir la Conférence mondiale conjointe sur le travail social, l'éducation et le développement social à Dublin en 2018 et nous espérons y rencontrer de nombreux membres du CIAS afin de promouvoir le réseautage et l'établissement de relations aux avantages réciproques.

Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la position du Comité de gestion du CIAS.

➤ ***L'Accord historique de Paris sur les changements climatiques : commentaires***

Par Sergei Zelenev

Après deux semaines de débats compliqués et épuisants lors de la Conférence des Parties de la Convention-cadre sur les changements climatiques à Paris, 195 nations ont accepté le 12 décembre le plus grand accord jamais conclu sur le climat, en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre responsables des changements climatiques. En soi, la Conférence de Paris a fait part des résultats positifs rendus possibles grâce à des efforts multilatéraux de longue durée dont l'objectif est de maîtriser les risques des changements climatiques et ce, en rassemblant de nombreuses parties prenantes, mais surtout, et c'est d'une importance capitale, en rassemblant les gouvernements, les organisations internationales et les organisations de la société civile. Etant donné l'accélération rapide du réchauffement climatique causé par les émissions de dioxyde de carbone et ses conséquences désastreuses, notamment la fonte des calottes polaires, l'augmentation du niveau de la mer, les phénomènes météorologiques inhabituels, - qu'il s'agisse de précipitations record ou de tempêtes violentes, de vagues de chaleur et de sécheresses dévastatrices, - et de nombreux autres impacts négatifs sur l'environnement, qu'il soient déjà visibles ou qu'ils deviennent réalité dans un futur proche, l'issue de la Conférence dépasse son indéniable signification diplomatique. En réalité, ces actions collectives sont la concrétisation des engagements crédibles faits par les Parties dans le cadre de l'Accord : elles doivent prendre en compte la nature dans toutes les actions futures orientées vers l'environnement, notamment par la reconnaissance du rôle des forêts tropicales dans la réduction des émissions. Le fait que les signataires reconnaissent la nécessité d'aller de l'avant avec les technologies qui utilisent des énergies propres permettra d'inciter toutes les nations à modifier leurs politiques comme il se doit afin de tenter de limiter la hausse de la température mondiale à un niveau bien inférieur à 2 degrés Celsius, et d'adapter les

impacts des changements climatiques déjà visibles. Cependant, les rédacteurs du texte ont également souligné la dimension de la pauvreté: tel qu'exprimé dans le texte de l'Accord, celui-ci « est destiné à renforcer la réaction mondiale face à la menace que représentent les changements climatiques, dans le contexte du développement durable et des efforts en vue d'éradiquer la pauvreté... ».

Au lendemain de la Conférence, on trouve à la fois des commentateurs optimistes et des commentateurs sceptiques. Un trait majeur de l'Accord de Paris- porter une attention plus accrue aux preuves scientifiques pendant les discussions essentiellement diplomatiques- a suscité de nombreuses réactions positives. Cette attention portée à l'ensemble des preuves scientifiques a constitué une avancée importante et, en tant que thème toujours présent en arrière-plan des discussions, il a également été pris en compte lorsque d'autres dimensions de l'Accord (financières et administratives) ont été abordées. Des engagements politiques de haut niveau ont été pris afin d'améliorer la capacité commune de s'adapter aux impacts hostiles des changements climatiques et d'encourager la résilience dans le domaine du climat. En ce sens, ils reflétaient de toute évidence la prise de conscience croissante et les préoccupations de la communauté internationale concernant la situation désespérée des générations futures, et une tentative d'élargir nos horizons temporels au-delà des préoccupations et des priorités politiques immédiates. Beaucoup de décideurs politiques influents à travers le monde sont désormais réceptifs aux avertissements lancés par les scientifiques éminents concernant les dégâts irréparables qui seront faits à la Terre, notre maison à tous, en l'absence d'actions urgentes nécessaires pour réduire les risques du réchauffement global.

L'engagement des pays développés, qui correspond à des ressources financières destinées aux pays en développement parties tant en matière d'atténuation que d'adaptation, est associé au principe fondamental de la responsabilité collective inscrit dans l'Accord, qui stipule que chaque signataire doit effectuer sa part de contribution pour atteindre l'objectif commun fixé, en particulier les plus gros émetteurs de gaz à effet de serre parmi les pays en développement. Dans cette optique, les questions importantes de la confiance mutuelle et de la transparence n'ont pas non plus été oubliées. L'Accord exige de tous les pays situés à l'intérieur du cadre des « contributions déterminées au niveau national » des rapports réguliers et transparents des réductions de carbone. A l'aide d'un « cadre de transparence renforcé des mesures et de l'appui », « assorti d'une certaine flexibilité », l'Accord stipule que « le cadre de transparence des mesures vise à fournir une image claire des mesures relatives aux changements climatiques » à la lumière des objectifs énoncés dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et ce, « notamment en éclairant et en suivant les progrès accomplis par chaque Partie en vue de s'acquitter de sa contribution déterminée au niveau national [...] et de mettre en œuvre ses mesures

d'adaptation [...], notamment les bonnes pratiques, les priorités, les besoins et les lacunes, afin d'étayer le bilan mondial [...] ».

Les commentateurs sceptiques insistent souvent sur la nature volontaire des accords et sur le manque de mécanismes permettant leur application. D'autres encore disent que les négociations ont abouti à un accord qui n'est pas près de conjurer les effets les plus néfastes des changements climatiques. Néanmoins, l'accord nous a donné à tous quelque chose dont le monde a bien besoin, à savoir l'espoir que des résultats tangibles peuvent être obtenus à travers des changements attendus depuis bien longtemps dans les mesures politiques. Quoi qu'il en soit, beaucoup considèrent l'accord sur le climat comme la bonne voie à suivre pour mettre en place des politiques tournées vers l'avenir et qui permettront une décarbonisation de l'économie à moindre coût.

La partie la plus difficile de l'accord, l'obtention de résultats, ne fait que commencer, et les enjeux sont immenses. Le comportement des gouvernements nationaux sera l'ultime témoignage de leur engagement envers les objectifs sur lesquels ils se sont accordés. Beaucoup dépendra de leur capacité à créer des incitations attractives pour les entreprises, en particulier celles œuvrant dans les secteurs de l'énergie et de l'industrie lourde. Cela passera par divers outils comme les impôts, des indemnités ou des crédits spéciaux destinés à réduire les émissions, par l'amélioration des investissements verts et par la promotion des technologies des énergies propres. Certaines de ces mesures ont déjà été testées mais les résultats sont inégaux et il y a encore beaucoup à faire. Dans de nombreux pays, le charbon reste une énergie prédominante utilisée pour générer de l'électricité, ce qui aggrave les taux de pollution. Au niveau mondial, les sources d'énergies renouvelables comptent toujours pour environ 10 pour cent de l'apport total en énergie, la plus grande partie provenant de l'énergie hydroélectrique. Mais suite aux Accords de Paris, les impacts en carbone et les émissions nocives ne peuvent être ignorées plus longtemps, surtout au moment où le secteur privé élabore ses plans de développement. Pourtant, les réalités des marchés actuels de l'énergie mondiale ne sont pas particulièrement favorables aux efforts de réduction de la pollution : en l'absence d'un accord international sur la taxe carbone ou d'autres arrangements similaires, la chute du prix du pétrole brut et du gaz naturel facilite en réalité le recours aux énergies fossiles à une période où les coûts environnementaux engendrés par la combustion de ces énergies sont en hausse.

Alors que les conséquences négatives des changements climatiques ne font pas cas des frontières nationales, ce qui inflige des souffrances aux habitants des pays développés comme à ceux des pays en développement, pour les personnes vivant dans les pays pauvres, les coûts de la dégradation environnementale sont souvent plus élevés et un

développement résilient au climat est plus difficile à mettre en place. Lorsque la pauvreté est omniprésente et contraint les personnes à vivre au jour le jour, alors les objectifs nobles de « croissance verte » et de développement durable sont bien pâles à côté des besoins immédiats de ces individus. Il est largement reconnu que les efforts destinés à éradiquer la pauvreté sont étroitement liés à l'atténuation et à l'adaptation des politiques. En ce sens, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris doivent être perçus comme des programmes mondiaux complémentaires qui se renforcent mutuellement.

Pour de plus amples détails sur l'Accord de Paris :

<http://unfccc.int/resource/docs/2015/cop21/fre/l09r01f.pdf>

➤ ***Election du nouveau Président du CIAS***



En décembre 2015, conformément à sa Constitution et à ses statuts qui déterminent le cycle électoral, le Conseil International d'Action Sociale a organisé des élections pour désigner un nouveau Président pour succéder au Président sortant Michael Cichon, dont le mandat arrive à terme l'année prochaine. Le Président est le grade officiel le plus élevé au sein de l'organisation, il est garant de la pensée stratégique et de l'orientation politique. Selon les résultats du vote, Eva Holmberg-Herrström, originaire de Suède, a été élue Présidente avec 73 pour cent des votes, tandis que son rival, Miloslav Hettes, originaire de Slovaquie, a récolté 27 pour cent de votes.

La Présidente élue est bien connue dans le réseau du CIAS: depuis l'an 2000, elle a occupé divers postes nationaux et internationaux. En 2007, Mme Holmberg-Herrström a été élue Présidente du CIAS-Suède, et l'année suivante, Présidente régionale du CIAS-Europe, poste qu'elle a occupé quatre années durant. Depuis 2012 et jusqu'à nos jours, elle est membre du Comité de gestion du CIAS. Elle représentera également le CIAS dans le Comité directeur mondial pour la Conférence mondiale conjointe de Séoul en 2016, comme cela avait été le cas pour la Conférence mondiale conjointe de Melbourne en 2014.

Mme Holmberg-Herrström a joué un rôle primordial dans l'organisation de la Conférence mondiale conjointe sur le Travail social, l'éducation et le développement social de

Stockholm de 2012 dans la mesure où elle a servi de point de ralliement et a été une coordinatrice pour la Conférence. Auparavant, elle s'était beaucoup engagée en 1999 et 2003 dans l'organisation des deux conférences thématiques mondiales sur les enfants dans les institutions co-sponsorisées par l'Université de Stockholm et l'UNICEF.

Eva connaît bien le monde des ONG. Pendant plusieurs années, elle a travaillé pour le Bureau suédois de « Save the Children », comme présidente de la section locale de Trelleborg et membre du conseil national de l'organisme.

Sa carrière professionnelle est fortement liée à l'éducation ; elle a enseigné le travail social à l'Université de Stockholm et de Gäyle Avocate de formation, elle a également travaillé comme conseillère d'éducation et responsable de projet international.

Nous souhaitons à Eva Holmberg-Herrström beaucoup de succès et de réussites à son nouveau poste de Présidente du CIAS.

➤ **Ressources et liens utiles : trouvailles du mois**

1- Traitement massif des données et développement international : impacts, scénarios et options en matière de mesures politiques

Spratt, S. et Baker, J.
IDS Evidence Report 163
Publisher IDS, University of Sussex, Royaume-Uni

On nous dit que le traitement massif des données sera la ressource qui conduira la prochaine révolution industrielle, et remaniera de manière radicale les structures économiques et les structure de l'emploi jusqu'à avoir des conséquences dans chaque aspect de la vie économique et sociale.

Ces changements ont déjà des répercussions et cela va continuer. Au-delà de cela, nous avons néanmoins peu de certitudes. Dans le monde des données, la taille a de toute évidence son importance. Mais à quel point importera-t-elle au bout du compte, de quelles manières ces répercussions seront-elles ressenties et par qui. Et ce qui revêt peut-être davantage d'importance : que faire pour influencer cette évolution ? Tout en considérant les impacts potentiels du traitement massif des données de manière large, ce document considère ces questions uniquement pour les pays en développement.

Pour de plus amples détails: <http://www.ids.ac.uk/publication/big-data-and-international-development-impacts-scenarios-and-policy-options>

2- Les formes multiples de précarité chez les migrants : dépasser la « gestion » de la migration pour une approche intégrée fondée sur les droits, Bulletin politique de l'UNRISD, décembre 2015

Ces derniers mois, les médias sont inondés d'histoires relatant la fuite des migrants et des réfugiés qui encourent de grands risques personnels et subissent des épreuves face à la guerre, aux conflits et à la pauvreté. La vague initiale de solidarité et d'empathie des citoyens européens a rapidement fait place à des approches en matière de mesures politiques et à une attitude publique de gestion de crise et de tentatives infructueuses de partager cette charge. L'ampleur de ce qui a été appelé « crise des migrants », son caractère urgent et ses implications potentielles à long terme nécessitent, plus que jamais, un débat éclairé et une analyse prudente des implications potentielles des réactions politiques actuelles.

Pour plus de détails :

<http://www.unrisd.org/80256B3C005BCCF9/search/FEF99BD256157F28C1257F1600516AC5?OpenDocument>

Rédacteur de la newsletter : Sergei Zelenev, Directeur exécutif :
ICSW, 5700 Arlington Ave., Bronx, New York, 10471 (US Office)
Phone: +1 347-526- 4893,
E-mail: szelenev@icsw.org, icsw@icsw.org
Website www.icsw.org;
Traduction française: Ohrem Stephanie